

CONSEIL
DE SECURITEDistr.
GENERALES/3257
29 juin 1954
FRANCAIS
ORIGINAL: ANGLAISEXPOSE SUCCINCT DU SECRETAIRE GENERAL SUR LES QUESTIONS DONT EST SAISI
LE CONSEIL DE SECURITE ET SUR LE POINT OU EN EST LEUR EXAMEN

Conformément à l'article 11 du règlement intérieur provisoire du Conseil de sécurité, le Secrétaire général présente, sur les questions dont le Conseil de sécurité est saisi et sur le point où en était leur examen à la date du 26 juin 1954, l'exposé succinct ci-après :

1. Question iranienne (voir S/3175).
2. Accords spéciaux prévus à l'Article 43 de la Charte et organisation des forces armées mises à la disposition du Conseil de sécurité (voir S/3175).
3. Règlement intérieur du Conseil de sécurité (voir S/3175).
4. Statut et règlement intérieur du Comité d'état-major (voir S/3175).
5. Règlementation et réduction générales des armements et renseignements sur les forces armées des Nations Unies (voir S/3175).
6. Désignation d'un gouverneur pour le Territoire libre de Trieste (voir S/3175).
7. Question égyptienne (voir S/3175 et Corr.2).
8. Question indonésienne (voir S/3175).
9. Procédure de vote au Conseil de sécurité (voir S/3175).
10. Rapports sur le Territoire sous tutelle des Îles du Pacifique (voir S/3175).
11. Demandes d'admission (voir S/3175 et Corr.1).
12. Question palestinienne (voir S/3175 et Corr.2, S/3181, S/3182, S/3186, S/3189, S/3191, S/3197, S/3202, S/3205, S/3207, S/3211 et S/3214).
13. Question Inde-Pakistan (voir S/3175).
14. Question tchécoslovaque (voir S/3175).
15. Question du Territoire libre de Trieste (voir S/3175).
16. Question de Haïderabad (voir S/3175).
17. Notifications identiques adressées au Secrétaire général, le 29 septembre 1948 par les gouvernements de la République française, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et des Etats-Unis d'Amérique (voir S/3175).

18. Contrôle international de l'énergie atomique (voir S/3175).
19. Plainte pour invasion armée de l'île de Formose (voir S/3175).
20. Plainte pour bombardement aérien du territoire chinois (voir S/3175).
21. Plainte contre le Gouvernement iranien pour non-observation des mesures conservatoires indiquées par la Cour internationale de justice dans l'affaire de l'Anglo Iranien Oil Company (voir S/3175).
22. Proposition tendant à inviter les Etats à adhérer au Protocole de Genève de 1925 concernant la prohibition de l'emploi de l'arme bactérienne et à ratifier ledit Protocole (voir S/3175).
23. Demande d'enquête au sujet d'un prétendu recours à la guerre bactérienne (voir S/3175).
24. Lettre en date du 29 mai 1954 adressée au Président du Conseil de sécurité par le Représentant permanent par intérim de la Thaïlande auprès de l'Organisation des Nations Unies (voir S/3224 et S/3253).
25. Câblogramme en date du 19 juin 1954 adressé au Président du Conseil de sécurité par le Ministre des relations extérieures du Guatemala.

A sa 675ème séance, le 20 juin 1954, le Conseil de sécurité a décidé à l'unanimité d'inscrire à son ordre du jour un câblogramme en date du 19 juin 1954 adressé au Président du Conseil de sécurité par le Ministre des relations extérieures du Guatemala (S/3232) qui demandait au Conseil de sécurité, conformément aux Articles 34, 35 et 39 de la Charte, d'adopter "les mesures propres à empêcher qu'il ne soit porté atteinte à la paix et à la sécurité internationales dans cette région de l'Amérique centrale ainsi qu'à mettre fin à l'agression contre le Guatemala." En application des dispositions de l'Article 32 de la Charte, le Président a invité les représentants du Guatemala, du Honduras et du Nicaragua à prendre place à la table du Conseil de sécurité. Ces trois représentants ont pris la parole devant le Conseil. Les représentants du Brésil et de la Colombie ont présenté un projet de résolution commun (S/3236) aux termes duquel le Conseil de sécurité renverrait la plainte du Gouvernement du Guatemala à l'Organisation des Etats américains afin qu'elle l'examine d'urgence et inviterait l'Organisation des Etats américains à faire dûment connaître au Conseil de sécurité, aussitôt que possible, les mesures qu'elle aurait pu prendre en la matière. Le représentant de la France a soumis un amendement aux termes duquel

le Conseil de sécurité "sans préjudice des mesures qui pourraient être prises par l'Organisation des Etats américains, ferait appel pour qu'il soit mis fin immédiatement à toute action susceptible de provoquer l'effusion de sang, et demanderait à tous les Membres de l'Organisation des Nations Unies de s'abstenir, dans l'esprit de la Charte, de prêter assistance à une telle action"; les deux auteurs du projet de résolution commun ont accepté l'amendement de la France. Le projet de résolution commun ainsi modifié (S/3236/Rev.1) a été mis aux voix et a recueilli 10 votes affirmatifs et un vote négatif. Le vote négatif émanant d'un membre permanent du Conseil, le projet de résolution n'a pas été adopté. Le représentant de la France a présenté la dernière partie de son amendement sous la forme d'un projet de résolution distinct (S/3237); ce projet a été mis aux voix et adopté à l'unanimité.

L'ordre du jour provisoire de la 676ème séance, tenue le 25 juin 1954, était le suivant : "câblogramme en date du 19 juin 1954 adressé au Président du Conseil de sécurité par le Ministre des relations extérieures du Guatemala (S/3232) et lettre adressée au Secrétaire général, le 22 juin 1954, par le représentant du Guatemala (S/3241)". Au cours du débat relatif à l'adoption de l'ordre du jour, le Président a décidé, à propos d'une motion d'ordre du représentant de l'URSS, que le représentant du Guatemala ne serait pas invité à participer à la séance avant que l'ordre du jour ne soit adopté. Le représentant de l'URSS a contesté la décision du Président. La motion du représentant de l'URSS contestant la décision du Président a été mise aux voix et rejetée par 10 voix contre une. Après une nouvelle discussion la question de l'adoption de l'ordre du jour a été mise aux voix. Il y a eu quatre voix pour, cinq voix contre et deux abstentions; l'ordre du jour n'a pas été adopté.

